

Southall, Roger (Ed.) *Trade Unions and the New Industrialisation of the Third World*. Londres, Zed Books. 1988, 392 p.

Frank Davidson

Volume 21, Number 2, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702674ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702674ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Davidson, F. (1990). Review of [Southall, Roger (Ed.) *Trade Unions and the New Industrialisation of the Third World*. Londres, Zed Books. 1988, 392 p.] *Études internationales*, 21(2), 417–419. <https://doi.org/10.7202/702674ar>

L'entreprise ne va donc pas sans danger. Trop académique, ce livre découragerait les praticiens. Trop terre-à-terre et athéorique, il ne pourrait leur donner le recul nécessaire à une intervention intelligente. D'une façon générale, ces dangers ont été évités. Il semble particulièrement heureux que les auteurs aient insisté sur ce qu'on pourrait appeler une « positivité critique », attitude mentale et politique qui consiste à ne voir les choses ni tout en noir (comme, trop souvent, les penseurs universitaires), ni tout en rose (ainsi que le font fréquemment les praticiens, bien obligés de se faire croire que leur action n'est pas entièrement inutile). Entre la critique des États non démocratiques et patrimoniaux du Tiers-monde et celle des illusions populistes, entre le refus de l'exportation des modèles américano-européens et la conscience de l'impact de l'économie-monde, ce livre montre qu'il faut faire quelque chose, mais qu'une action irréfléchie produira plus de tort que de bien.

Tout cela fait bien des objectifs à atteindre. Le terrain à parcourir est si vaste qu'on excusera que les auteurs aient dû prendre certains raccourcis. On regrettera, par exemple, que le livre ne comporte ni notes ni renvois: cela rend ardu l'utilisation des 22 pages d'une bibliographie par ailleurs intéressante, qui devrait permettre de pousser plus loin la réflexion. Dans le même sens, la généralité de certains énoncés parfois dénués de référents explicites ne facilite pas toujours la compréhension. Peut-être aurait-il fallu développer systématiquement certains cas plus parlants? Quoi qu'il en soit, ce livre est suffisamment novateur dans la recherche francophone pour qu'on en recommande la lecture.

Pierre-André TREMBLAY

Département des sciences humaines,
Université du Québec à Chicoutimi

SOUTHALL, Roger (ed.) *Trade Unions and the New Industrialisation of the Third World*. Londres, Zed Books. 1988, 392p.

C'est en 1977 que parut, chez Rowohlt à Hambourg, l'étude de F. Fröbel, J. Heinrichs et O. Kreye: *Die neue internationale Arbeitsteilung... (La nouvelle division internationale du travail: Chômage structurel dans les pays industrialisés et industrialisation dans les pays en voie de développement*, traduction anglaise chez Cambridge University Press et Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1980). Ouvrage pessimiste: la nouvelle industrialisation des pays en voie de développement, tout en augmentant le chômage aux pays du « centre », approfondirait le sous-développement « périphérique ». Elle serait, du point de vue marxiste, analogue à la genèse de l'industrie rurale ouest-européenne au dix-septième siècle (issue de l'érosion du système féodal), toutefois sans impliquer, pour le Tiers-Monde, une révolution industrielle future comparable à celle de l'Europe occidentale.

En octobre 1984, l'Institut de développement et de coopération internationaux de l'Université d'Ottawa organisa un congrès international (« Syndicalisme au Tiers-Monde: équité, démocratisation et changement de la division internationale du travail »), d'où les quatorze articles que R. Southall réunit et présente dans *Trade Unions and the New Industrialisation of the Third World*.

Dans son introduction générale (pp. 1-34) Southall résume la thèse de la NIDL (nouvelle division internationale du travail) en soulignant l'importance des entreprises multinationales: depuis la Seconde Guerre mondiale, la croissance des multinationales et leur domination progressive de la production et de l'échange internatio-

naux auraient transformé la structure de l'économie capitaliste. Cette transformation aurait été liée à la prise de contrôle des économies nationales par les conglomérats financiers multinationaux (p. 4). La cause première de la restructuration de l'économie capitaliste mondiale serait la baisse tendancielle du taux de profit dans les centres avancés du capital (p. 6).

Malgré le titre de ce recueil, Southall préfère à la doctrine de la NIDL, celle de la CIDL (division internationale du travail *changeante*). La vieille division internationale du travail aurait été en train de se modifier (certes moins rapidement qu'après 1960) depuis le début du vingtième siècle et notamment après 1930 (p. 13).

Dans le cadre de la CIDL donc, d'après Southall :

Les questions clefs sont: les syndicats du Tiers-Monde sont-ils capables, dans un ordre capitaliste global changeant, d'activités aussi bien offensives que défensives? La main-d'oeuvre syndiquée est-elle condamnée à la soumission sur l'ordre de la logique capitaliste du marché mondial? Quelles sont les perspectives d'avenir de la solidarité internationale des travailleurs? (p. xiii).

L'ouvrage offre (pp. 121-229) cinq études de mouvements ouvriers: l'Argentine (R. Munck), le Nigeria (N. Van Hear), Sri Lanka (L. Fernando), l'Iran (V. M. Moghadam) et la Malaysia (P. Wad). Southall (pp. 117-118) contraste le marché du travail de la substitution d'importation avec celui de l'orientation à l'économie mondiale (industries à forte main-d'oeuvre nouvellement implantées). Le premier (les cas argentin, nigérien et iranien) entraînerait en général la création d'au moins quelques industries assez lourdes, donc d'une couche considérable qualifiée et spécialisée, peut-être délibérément privilégiée, à côté des manoeuvres (en partie souvent immigrés).

D'autre part, l'orientation mondiale (Sri Lanka) encouragerait la minimisation absolue du coût de la main-d'oeuvre.

Les trois premiers chapitres (qui suivent l'introduction initiale) examinent des questions plus générales. J. Harrod (pp. 41-58) épouse un managérialisme qui met en question peut-être le marxisme traditionnel duquel (Southall le suggère) M. Bjorkman, L.S. Lauridsen et H.S. Marcussen (pp. 59-80) seraient plus proches. J. Petras et D. Engbarth (pp. 81-111) en critiquant les théoriciens de la NIDL soulignent le rôle du capital national.

N. Haworth et H. Ramsey (pp. 306-331) estiment peu probable que l'internationalisation du capital évoque la solidarité internationale de la main-d'oeuvre. M. Bienefeld (pp. 332-350) embrasse franchement comme idéologie syndicale le nationalisme (éclairé bien sûr, mais n'est-ce pas toute la question?).

H.A. Spalding (pp. 259-286) considère les syndicats américains (AFL-CIO) comme arme de la politique étrangère nationale. L'étude de R. Howard sur les pays du Commonwealth africains (pp. 230-249) éreinte – c'est l'expression de Southall – l'analyse marxiste, qui ne tiendrait aucun compte des droits humains.

C'est avec un sentiment de soulagement coupable que je lisais les chapitres spécialisés de A. Wangel (« L'Organisation internationale du travail et la protection des droits syndicaux: l'industrie électronique en Malaysia » pp. 287-305) et de P. Waterman (« À la recherche d'un nouveau modèle de communication pour un nouvel internationalisme des travailleurs » pp. 351-378).

À la fin de son introduction générale, Southall semble trouver un certain optimisme révolutionnaire (érosion des relations sociales qui légitiment le capital).

Même si le minimum d'optimisme qu'on se permet en ce qui concerne le Tiers-Monde n'est pas basé sur des théories marxisantes, on lira avec profit ces études diversifiées issues du congrès d'Ottawa.

Frank DAVIDSON

*Département de sciences économiques,
La Trobe University, Melbourne, Australie*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

HAGLUND, David (Ed.) *The New Geopolitics of Minerals: Canada and International Resource Trade*. Vancouver (B.C.), The University of British Columbia, 1989, 293p.

Si les évolutions politiques internationales influencent considérablement le marché des matières premières, inversement celles-ci sont utilisées à des fins géopolitiques qui permettent d'atteindre positivement ou négativement le bien-être économique des pays importateurs ou exportateurs et de modifier substantiellement la sécurité des États. La possession, la disposition ou le libre-accès aux ressources minières constitue une base économique essentielle de toutes les économies développées, car elles contribuent matériellement à la puissance industrielle et militaire des États. En outre, les échanges internationaux de ces produits sensibles peuvent faire l'objet de restriction ou de sanctions susceptibles de réduire le potentiel de développement des économies nationales qui les produisent ou qui les achètent.

Le Canada est un importateur important de minéraux, mais il est aussi le principal exportateur des matières premières non pétrolières. Il est donc directement impliqué dans l'échiquier géostratégique international, en relation étroite avec la poli-

tique des États-Unis. Le Canada a parfois cherché à utiliser ses ressources minières pour mener une véritable action de rétorsion économique, notamment en ce qui concerne la prolifération des technologies nucléaires et de la vente de l'uranium. Son action ne s'est pourtant pas toujours confondue à celle de Washington qui, tout en considérant que les ressources minières du Canada sont quasi équivalentes à des ressources domestiques, n'en établit pas moins des restrictions liées autant au souhait de protectionnisme des producteurs nationaux qu'à des considérations stratégiques élevées.

David D. Haglund, après une présentation des principaux concepts utilisés dans l'ouvrage, se propose de mettre en évidence, par une analyse diachronique, les intérêts de la politique minérale du Canada. Il s'interroge alors sur l'historique de la prise en compte de cet instrument de politique internationale, sur les rapports entre la disposition et la répartition des matières premières et les causes des guerres et les conditions de la paix, sur la qualité de la relation univoque de l'influence des matières premières sur le potentiel militaire national et sur l'impact de la rareté relative des matériaux dans la croissance économique des pays. Cette situation ne permet guère de « dépolitiser » les marchés des matières premières, qui restent fondamentalement influencées par les contraintes stratégiques de rapports de forces militaires et économiques. Haglund pose alors les véritables questions, sans les traiter au fond, laissant ce soin aux textes qui suivent son article.

Andrew Fenton Cooper présente de nombreuses questions de politique internationale qui ont opposé des producteurs et des consommateurs de matières premières de 1973 à 1983. Sa thèse est que la politique minérale canadienne est schizophrénique; elle souhaite d'une part aider les pays